



9^{èmes} Rencontres de Cybèle

« *Que peut-on attendre de l'Union Européenne en Méditerranée ?* »

Marseille, 29 septembre 2018

Mauvaise gouvernance, extrémisme violent et défis sécuritaires au Maghreb¹

Le Maghreb reste confronté à de graves problèmes de sécurité. Si le "terrorisme" est une donnée importante, l'analyse devrait se focaliser sur le lien entre la mauvaise gouvernance et l'extrémisme violent. En fait, les défis en matière de sécurité découlent de l'autoritarisme sans cesse "renforcé" qui prévaut dans la région. Si les révoltes dans la région MENA ont contraint les régimes en place à introduire certaines « réformes », celles-ci n'ont pas suffi à résoudre des problèmes majeurs, tels que le chômage des jeunes, la corruption, la marginalisation et le favoritisme, facteurs qui contribuent grandement au désespoir des jeunes et des groupes extrémistes qui les rejoignent. Comme à leur habitude, craignant les nouvelles formes d'extrémisme, les gouvernements européens se sont rangés du côté des régimes maghrébins plutôt que de s'attaquer efficacement aux causes profondes de l'extrémisme violent.

Les soulèvements qui ont secoué le Maghreb en 2010-2011 ont fait naître l'espoir d'une nouvelle période de sa jeune histoire postindépendance. L'espoir que les régimes en place ouvriront enfin les systèmes autoritaires et permettront une plus grande participation politique et amélioreront leur gouvernance afin de conduire leurs sociétés vers une nouvelle ère de paix et de prospérité sera de courte durée. En effet, ces espoirs ont été anéantis lorsque les régimes ont "revalorisé l'autoritarisme", où ils ont montré des façades de démocratie, souvent sous la forme d'élections régulières et soigneusement concoctées, aboutissant à un "autoritarisme électoral", une "démocratie illibérale", des "régimes hybrides" ou un "autoritarisme de compétition". En

¹ Ce texte est une version remaniée de l'article plus détaillé de l'auteur intitulé, "Security Challenges in the Maghreb: The Nexus between Bad Governance and Violent Extremism, *EuroMeSCo Policy Brief*, 70, http://www.euromesco.net/index.php?option=com_content&view=article&id=2290%3Aeuromesco-policy-brief-70-security-challenges-in-the-maghreb-the-nexus-between-bad-governance-and-violent-extremism-&catid=62%3Aeuromesco-briefs&Itemid=49&lang=en

d'autres termes, l'objectif des pseudo-réformes a souvent été énoncé pour écarter les critiques de l'Europe et des États-Unis et ériger une façade démocratique. L'Occident et le Maghreb se sont davantage préoccupés de " stabilité " que de véritables réformes qui bouleverseraient le statu quo qui pourrait amener au pouvoir les islamistes dont les valeurs sont contraires à celles des démocraties occidentales. Aujourd'hui, les conditions qui ont provoqué la vague de mécontentement ne se sont pas complètement dissipées et continuent à représenter de grands risques pour les deux rives de la Méditerranée. L'optimisme suscité par les révoltes arabes a été de courte durée, les dirigeants étant soit revenus à un *statu quo ante* précaire (Maroc et Algérie), malgré les changements cosmétiques qu'ils ont provoqués, soit confrontés à des guerres civiles (Libye). Confrontée à de graves difficultés socio-économiques et au terrorisme, la transition prometteuse de la Tunisie s'est prolongée en raison des querelles politiques et du désenchantement populaire. Dans l'ensemble, les pays du Maghreb, quelles que soient leurs différences, souffrent d'une situation similaire.

Le chômage des jeunes au Maghreb

La mauvaise gouvernance ou le manque de gouvernance tout court a contribué à la radicalisation et poussé les jeunes souvent marginalisés au djihadisme, une notion fictive de guerre sainte, aux migrations (légalles ou clandestines) ou aux activités illicites (trafic de drogue). La situation sécuritaire en Libye et au Sahel a exacerbé les conditions socioéconomiques et politiques déplorablement surtout pour les jeunes. En effet, la violence, le terrorisme, les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les réfugiés sont devenus la marque de fabrique de cette région. Le débordement de la guerre civile libyenne et la présence d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), des milices djihadistes locales et, plus récemment, de l'État islamique (IS) ont généré de redoutables menaces pour le Maghreb, mais aussi pour les pays voisins du Sahel (Mali, Tchad et Niger), où les groupes armés ont créé des refuges et peuvent causer de terribles dégâts.

En dépit de quelques changements notables induits par les soulèvements, les réformes introduites par les régimes n'ont pas été assez profondes pour produire de véritables changements. En particulier, ils n'ont pas réussi à résoudre le problème du chômage des jeunes. Parmi les nombreux problèmes auxquels ces pays sont confrontés, le chômage, en particulier parmi les jeunes, y compris les diplômés qui deviennent des recrues faciles pour les organisations djihadistes dans toute la région, est en tête. Les niveaux relativement élevés de croissance économique (2,1% en moyenne de 2011 à 2015 contre 5% sur la période 2003-2008) et la création d'emplois, principalement en Algérie, n'ont pas permis de réduire le chômage chronique. A la veille des révoltes arabes, le taux de chômage combiné s'élevait à 10 %, avec un taux de 20 % parmi les jeunes ; la Tunisie a enregistré le taux de chômage des jeunes le plus élevé de la région avec 46 %, principalement en raison de la négligence du régime de l'intérieur du pays et de son incapacité à créer de nouveaux emplois, tandis que le Maroc, malgré une diminution substantielle de près de 20 % sur la période 2001-2010, a près de 40 %. Le chômage des jeunes a grimpé à plus de 20% dans la région après les soulèvements ; la Tunisie et la Libye sont les plus touchées. Ainsi, le chômage en Tunisie et en Égypte, en particulier chez les jeunes, a été l'une des principales causes du soulèvement en 2010 et 2011, respectivement. Six ans après la révolution, selon la Banque mondiale, le chômage des jeunes en Tunisie s'élève à 40%, atteignant plus de 54% dans certaines parties du pays et le taux de chômage des jeunes urbains au Maroc atteint près de 40% en juin 2016. En Algérie, bien que les jeunes ne fassent pas confiance au gouvernement, aux institutions ou aux partis d'opposition, ils ont bénéficié des largesses du gouvernement sous la forme de prêts faciles.

Les durs défis en matière de sécurité découlent de la dynamique politique et socioéconomique interne de chaque État ; il existe une corrélation entre la montée de l'extrémisme violent et les conditions internes qui, à leur tour, sont entravées et exacerbées précisément en raison des conditions de sécurité. Indiscutablement, la guerre civile en Libye a eu les répercussions les plus négatives, non seulement pour les trois autres pays, mais aussi pour le Sahel. L'intervention de l'OTAN a produit le désordre général actuel ; elle a créé un vide politique qui a persisté jusqu'à ce jour, ainsi que la prolifération de nombreuses milices armées. Les ramifications régionales immédiates et ultérieures de la guerre civile en Libye ont fourni un terrain fertile aux trafiquants de drogue, d'êtres humains et d'armes et à d'autres réseaux criminels dans toute la région.

La guerre civile en Libye et ses ramifications

Malgré l'euphorie qui a suivi le renversement de Kadhafi et les perspectives optimistes de la première année, en 2013, les querelles politiques entre les différentes forces politiques, soutenues par des milices et/ou des puissances étrangères, n'ont pu aboutir à un accord sur la future configuration de la Libye, avec pour résultat l'existence de trois gouvernements. Le dialogue mené par l'ONU n'a pas non plus réussi à instaurer une stabilité politique durable. Le statu quo politique a permis aux groupes djihadistes de prospérer et d'opérer en Libye et à partir de ce pays.

L'Etat islamique est présent, quoiqu'en nombre limité, au Maghreb, principalement en Libye, précisément en raison de la guerre civile et du chaos qui y règne, réussissant pour un temps à construire une série de bases à partir desquelles il a cherché à se développer à l'intérieur du pays et à attaquer la Tunisie, comme en mars 2016 dans une tentative de prise en charge de Ben Gardane, ville frontalière. La présence de Daech, certes limitée, a tout de même exacerbé la crise non seulement en raison des alignements et réalignements des différentes milices avec ou contre Daech, mais aussi en raison de la mise en place de camps d'entraînement pour préparer les combattants à opérer dans les pays voisins. La présence des djihadistes de Daech et autres s'est également traduite par l'intervention des forces d'opérations spéciales occidentales, limitant ainsi la souveraineté de la Libye. L'implication des pays du Golfe dans les affaires de sécurité de la Libye, que ce soit à travers le salafisme ou les Frères musulmans, a exacerbé encore plus l'insécurité au Maghreb.

Tunisie : une transition incertaine

La Tunisie a présenté tous les ingrédients d'une transition réussie vers un régime démocratique. Cependant, non seulement l'économie a été le talon d'Achille de la transition, mais le manque d'acuité politique a entraîné des chamailleries entre les élites politiques qui, à leur tour, ont entraîné un manque de confiance entre les Tunisiens, en particulier les jeunes, qui estiment que leur révolution a été volée et que le pays est maintenant dirigé par une gérontocratie, plus spécifiquement par deux hommes âgés, Béji Caïd Essebsi, laïc, chef de Nidaa Tounes et Rachid Ghannouchi du parti Ennahda ; la perception est que les deux hommes ont conclu une alliance contre nature pour préserver les intérêts de leurs clientèles respectives (islamistes, hommes d'affaires, anciens membres de l'ancien régime...). Il existe un fossé générationnel évident qui a exacerbé le sentiment de marginalisation chez les jeunes. L'Etat n'a pas été en mesure d'assurer la stabilité ou d'apporter des solutions économiques (croissance du PIB de 0,8% en 2015) ; les disparités régionales persistantes sont évidentes et semblent même se creuser. Le contexte politique et socio-économique est la principale explication de l'insécurité dans le pays. Le taux de chômage élevé reste l'un des principaux facteurs qui

poussent de nombreux jeunes Tunisiens à rejoindre Daech ou d'autres groupes extrémistes. L'incitation financière de 400 à 4 000 dollars est un facteur majeur dans le recrutement des jeunes par des organisations criminelles comme Daech. Un lien entre les trafiquants d'armes et de drogues et les cellules djihadistes armées s'est développé récemment dans les régions frontalières ; les systèmes lucratifs illicites ont entraîné une augmentation de la violence, pas nécessairement l'oeuvre de terroristes.

Il ne fait aucun doute que la détérioration continue des conditions politiques et de sécurité en Libye aura inévitablement des conséquences pour la Tunisie. Le terrorisme interne y représente une menace particulièrement écrasante pour les autorités tunisiennes qui cherchent à protéger les frontières. Des milliers d'individus sans leader, aux objectifs peu clairs, opèrent maintenant à la frontière avec l'Algérie. Il est évident que la situation tunisienne confirme l'hypothèse selon laquelle le chômage et la marginalisation, notamment des jeunes, conduisent à la radicalisation et à l'extrémisme, qui ne peuvent être combattus par la seule répression, une réalité que les autorités algériennes avaient finalement comprise avant que la paix ne soit progressivement rétablie. En fait, des analyses approfondies montrent que la répression accroît la radicalisation.

Algérie : Une situation précaire

Le pays a échappé aux soulèvements arabes parce que les Algériens craignaient un renouveau de la décennie tragique des années 1990, mais aussi à cause de l'augmentation du prix du pétrole, qui a fourni un coussin de sécurité au régime pour faire face à tout grief socio-économique. En d'autres termes, malgré des grèves et des émeutes sporadiques, le régime a pu les compenser par des largesses sous la forme de salaires plus élevés ou de subventions au logement, ce qui a maintenu les manifestations localisées. Les efforts déployés par l'opposition pour arracher des concessions au nouveau régime autoritaire afin de provoquer un changement politique se sont révélés infructueux, d'autant plus que les partis d'opposition ont peu de soutien populaire. Si les indicateurs macroéconomiques de l'Algérie étaient relativement bons lorsque les prix du pétrole et du gaz étaient élevés, la chute spectaculaire de ces derniers, conjuguée à la réticence de l'Algérie à mettre en œuvre des réformes audacieuses, y compris au niveau politique, a suscité des incertitudes. Cependant, cette aubaine, accumulée grâce à la hausse des prix du pétrole, ne pouvait pas durer éternellement. Les revenus des hydrocarbures représentent environ 60% du PIB de l'Algérie et 97% des recettes extérieures. Quand les recettes des ventes de pétrole et de gaz étaient élevées, le gouvernement pouvait acheter la paix sociale. Il a pu également investir massivement dans les infrastructures. Bien que ces projets aient contribué à la construction de nouveaux logements et d'autres infrastructures dont le pays avait grand besoin, cette politique a également contribué à créer une nouvelle classe d'affaires corrompue qui influe négativement sur la politique du gouvernement et aggrave la corruption considérable qui prévaut dans le pays. La chute du prix du pétrole a inquiété le régime et la nouvelle caste économique dont la survie dépend des contrats gouvernementaux. Jusqu'à présent, le régime s'est appuyé sur les milliards de dollars de réserves qu'il a accumulés lorsque le prix du pétrole était élevé. La baisse des revenus, l'insécurité régionale et les conditions socio-économiques et politiques nationales (déclin des services sociaux, incertitude quant à la succession, augmentation du coût de la vie et baisse des subventions depuis 2015) sont une source de préoccupation majeure. En raison de la crise financière de l'État, les autorités peuvent se pencher sur les marchés des capitaux, une option qui pourrait entraîner un endettement similaire à celui des années 1980. Pour le moment, elles ont choisi la planche à billets pour éviter une explosion sociale. Les incertitudes concernant la succession

du président A. Bouteflika, virtuellement paralysée, font craindre le pire. Non seulement le problème de succession mais les défis sécuritaires sont considérables : menaces terroristes en Tunisie, effondrement politique et insécurité extrême en Libye, présence de djihadistes dans le nord du Mali, flux de réfugiés d'Afrique subsaharienne, trafic d'armes, trafic de drogue et autres activités illicites dans la région du Sahara et du Sahel. Malgré l'efficacité des troupes de l'armée algérienne et des forces de sécurité, le danger n'est pas écarté pour autant.

Maroc : le risque djihadiste

Comme l'Algérie, le Maroc a échappé au "printemps arabe" et, à l'instar de l'Algérie, les réformes promises immédiatement après les soulèvements sont restées plus cosmétiques que les changements radicaux espérés qui allaient transformer la gouvernance autoritaire. Malgré certaines mesures positives, la monarchie exerce un contrôle écrasant sur le processus politique. Bien que le Maroc ait fait des progrès notables pour créer un climat plus favorable aux investisseurs internationaux, il n'a pas réussi à réduire le chômage, en particulier chez les jeunes. Les citoyens marocains désabusés critiquent les partis politiques, qui se ressemblent tous ou sont simplement perçus comme corrompus et égocentriques. Même si le Maroc jouit d'une certaine stabilité, des émeutes spontanées peuvent survenir sporadiquement comme ce fut le cas le 2 novembre 2016, à la suite du décès du vendeur de poisson Mohcine Fikri.

De toute évidence, les réformes n'ont pas abordé de manière fondamentale les questions de participation politique réelle, de chômage des jeunes, de marginalisation et de favoritisme. La marginalisation et le chômage sont les principaux facteurs qui poussent les jeunes à rejoindre les groupes djihadistes. Des études ont montré que les deux tiers des combattants marocains qui ont rejoint le "Jihad" en Syrie et en Libye ont moins de 25 ans, et les trois quarts proviennent de couches pauvres vivant dans les bidonvilles de grandes et moyennes villes, telles que Casablanca, Salé et Tanger. Comme partout ailleurs dans la région, la pauvreté et le manque d'alternatives ont poussé les jeunes vers des activités informelles ou illicites.

Le Maroc n'a pas réussi à s'attaquer efficacement aux problèmes de la marginalisation, du chômage des jeunes et d'autres questions socio-économiques et politiques qui contribuent à l'expansion de l'extrémisme violent. Les émeutes qui ont repris dans le Rif en février 2017 confirment l'urgence de s'attaquer aux causes profondes du mécontentement et de l'adhésion aux organisations djihadistes.

Conclusion

Les défis sécuritaires auxquels le Maghreb a été confronté sont le produit d'une mauvaise gouvernance et d'une mauvaise gestion socio-économique. Pour instaurer la paix et la prospérité dans la région, les régimes maghrébins doivent introduire de véritables réformes qui impliquent la participation des sociétés civiles et l'intégration des jeunes. Les gouvernements européens ont intérêt à s'attaquer aux risques pour la sécurité, tels que le terrorisme et l'immigration clandestine ; ils doivent donc engager un dialogue sérieux sur les rives sud de la Méditerranée pour convaincre les régimes en place qu'il est dans l'intérêt des deux parties de lancer des programmes pour les jeunes. Bien que l'imposition de conditionnalités ne soit pas nécessairement productive, les gouvernements européens doivent utiliser leur levier économique et financier pour persuader

les régimes du sud de la Méditerranée de la nécessité de se concentrer sur la bonne gouvernance et la sécurité humaine et doivent éviter d'énoncer des politiques " à taille unique " pour cette région. En d'autres termes, l'UE devrait adopter diverses stratégies adaptées en coopération avec chacun des pays. L'une de ces stratégies consisterait pour l'UE à collaborer avec les autorités et les organisations de la société civile, y compris les entreprises, pour mettre en œuvre des programmes globaux de déradicalisation soutenus par des processus de (ré)intégration économique et sociale dont les principaux objectifs sont de démanteler les fondements idéologiques du djihadisme et de créer des bases socioéconomiques, politiques et culturelles durables.

Yahia ZOUBIR est professeur d'études internationales et directeur de recherche en géopolitique à la KEDGE Business School, France, qu'il a rejoint en septembre 2005. Il a enseigné dans différentes universités aux Etats-Unis et a été professeur invité dans diverses universités en Chine, en Europe, aux États-Unis, en Inde, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord.

 Quelques références bibliographiques pour aller plus loin :

Bendermel, R. (2015, December 8). Pourquoi Daech recrute-t-il autant en Tunisie ? Middle East Eye (édition française). Retrieved from <http://www.middleeasteye.net/fr/analyses/pourquoi-daech-recrute-t-il-autant-en-tunisie-539858032>

Daguzan, J.F. (2017). Pourquoi la Tunisie produit-elle autant de djihadistes ? *EuroMeSCO Policy Brief*, 68. Retrieved from <https://www.euromesco.net/publication/pourquoi-la-tunisie-produit-elle-autant-de-jihadistes/>

Zoubir, Y. & Aghrout, A. (2012). "Algérie: Des réformes politiques pour éluder le 'printemps arabe,'" *Alternatives Sud*. In. "Le 'printemps arabe': un premier bilan," Bichara Khader (Dir.), Vol. 19, No. 2, juin 2012, pp. 137-152.